María Gorrochategui Polo

La réglementation espagnole des « situations spéciales d'incapacité temporaire » pour la protection de la femme travailleuse*

RÉSUMÉ

La Loi organique 1/2023 du 28 février, modifiant la Loi organique 2/2010 du 3 mars relative à la santé sexuelle et reproductive et à l'interruption volontaire de grossesse, a modifié la Loi générale espagnole sur la sécurité sociale afin d'introduire trois nouvelles situations d'incapacité temporaire pour risques communs, liées à la santé sexuelle et reproductive des femmes : menstruation incapacitante, interruption volontaire ou involontaire de grossesse et état de gestation avancée. Il s'agit d'une réglementation pionnière au niveau européen en matière de protection sociale de la santé des femmes, même si les mesures introduites ont soulevé certaines questions qui seront brièvement abordées dans une analyse critique.

MOTS-CLÉS : *Protection sociale, droits sexuels et reproductifs, incapacité temporaire, risques communs, sécurité sociale.*

ABSTRACT

Organic Law 1/2023 of 28 February, amending Organic Law 2/2010 of 3 March on sexual and reproductive health and the voluntary termination of pregnancy, amended the Spanish General Social Security Law in order to introduce three new situations of temporary incapacity due to common contingencies, linked to women's sexual and reproductive health: incapacitating menstruation, voluntary or involuntary termination of pregnancy, and advanced stages of pregnancy. This constitutes pioneering regulation at the European level regarding the social protection of women's health, although the measures introduced have given rise to certain questions that will be briefly addressed in a critical analysis.

Keywords: *Social protection, Sexual and reproductive rights, Temporary incapacity, Common contingencies, Social security.*

* Ce commentaire a été réalisé dans le cadre du projet de recherche « Le régime juridique du droit de transition et son impact sur les droits des travailleurs en mer et dans les océans » (*El régimen jurídico del transition Law y su impacto sobre los derechos laborales de los trabajadores en mares y océanos*), financé par le Ministère espagnol de la science, de l'innovation et des universités (*MCIU-Proyectos de investigación no orientada*, Réf. PID2021-124045NB-C31).